

[print](#)

La souveraineté des États dans la mire des Américains

De [Dr. Paul Craig Roberts](#)

Global Research, janvier 18, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-souverainete-des-etats-dans-la-mire-des-americains/5319496>

Ceux qui s'inquiètent du « Nouvel Ordre Mondial » en parlent comme si les États-Unis étaient en train de tomber sous le contrôle d'une conspiration de l'extérieur. Ils ne savent pas que les États-Unis et ce nouvel ordre ne font qu'un. C'est ce monde unipolaire américain dont se plaignent justement la Chine, la Russie et l'Iran.

Le gouvernement des États-Unis a démontré qu'il n'avait aucun respect pour ses propres lois et sa Constitution, et encore moins pour le droit international et les lois et la souveraineté des autres pays. La seule chose qui compte pour lui, c'est sa volonté d'hégémonie qui est en train de transformer les États-Unis en dictature mondiale.

Les exemples sont si nombreux qu'ils mériteraient qu'on les réunisse dans un livre.

Pendant le mandat du président Reagan, la longue tradition suisse du secret bancaire dut se plier aux diktats de Washington. L'administration Clinton attaqua la Serbie, fit assassiner des civils et traduire son président devant le Tribunal pénal international pour crimes de guerre alors qu'il n'avait fait que défendre son pays.

Le gouvernement américain surveille à grande échelle les échanges de courrier électronique et les conversations téléphoniques en Europe pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le terrorisme. Julian Assange demeure confiné à l'ambassade de l'Équateur à Londres parce que Washington a demandé au gouvernement britannique de lui refuser l'asile politique.

Washington refuse de se conformer à l'ordonnance de libération de Yunus Rahmatullah pour cause de détention illégale émise par un tribunal d'appel britannique. Washington impose des sanctions à certains pays et les fait respecter en menaçant tout pays qui refuse de les appliquer de lui couper son accès au système international de paiement et de compensation.

La semaine dernière, l'administration Obama a averti le gouvernement britannique que le retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne ou même un simple relâchement de ses liens avec celle-ci irait à l'encontre des intérêts américains.

En d'autres termes, la souveraineté du Royaume-Uni ne repose plus entre les mains de son gouvernement ou de sa population. Les décisions sont prises à Washington, conformément aux intérêts américains.

Les Britanniques sont si habitués d'être soumis à la puissance américaine que le vice-premier ministre Nick Clegg et un groupe de dirigeants d'entreprises du pays se sont immédiatement mis à la remorque de Washington.

Mais tout cela place le Royaume-Uni dans l'embarras. Son économie, jadis une puissance industrielle, repose désormais entièrement sur la City, le centre bancaire de Londres, son équivalent de Wall Street. Tout comme New York, Londres est un centre financier mondial comme il n'en existe aucun autre en Europe. Sans ce statut, il ne resterait plus grand chose du Royaume-Uni.

C'est grâce à l'importance de la City comme centre financier que le Royaume-Uni,

seul parmi les pays européens, a pu conserver sa propre monnaie (la livre) et ne s'est pas rallié à l'euro. Et parce que le Royaume-Uni a sa propre monnaie et sa propre banque centrale, il a pu éviter de succomber à la crise de la dette souveraine qui afflige tous les pays de l'Union Européenne.

La Banque d'Angleterre, à l'instar de la Réserve fédérale des États Unis, a été en mesure de venir à la rescousse de ses banques, alors que les autres pays de l'UE, qui partagent la même monnaie, ne disposaient pas d'une planche à billets pour créer du nouvel argent, la Banque centrale européenne n'ayant pas le pouvoir – à l'insistance de l'Allemagne – de renflouer les États membres.

Le dilemme devant lequel se retrouve le Royaume-Uni est que la solution à la crise de l'endettement des États souverains vers laquelle l'Union Européenne semble cheminer passe par le renoncement de ceux-ci à leur souveraineté budgétaire.

En effet, une nouvelle commission européenne aurait désormais le pouvoir de dicter à chaque État membre le niveau de ses dépenses, de ses recettes fiscales et donc de son déficit ou de son surplus. Cela signerait la fin de la souveraineté des pays européens.

Le fait pour le Royaume-Uni de demeurer membre de l'Union Européenne tout en conservant sa propre monnaie et sa propre banque centrale équivaldrait à lui reconnaître un statut particulier.

Quelles sont les chances qu'on le lui reconnaisse ? L'Allemagne et la France vont-elles accepter une chose pareille ? Et si le Royaume-Uni accepte de s'engager plus loin en Europe, il devra renoncer à sa monnaie, à sa banque centrale et à son statut de centre financier mondial, et se soumettre à la gouvernance de la bureaucratie européenne. Les britanniques devront renoncer à leur identité et se dissoudre dans un grand vide.

Cependant, le Royaume-Uni cesserait d'être la marionnette de Washington, à moins que la marionnette ne soit l'Union Européenne.

Selon certaines dépêches, l'Écosse, actuellement rattachée au Royaume-Uni, doit tenir prochainement un référendum sur l'opportunité de s'en détacher et de devenir un pays indépendant.

Quelle ironie de voir de voir le Royaume-Uni se retrouver devant la perspective d'un démantèlement au moment même où il se retrouve confronté à celle de se fusionner avec un État multinational.

Paul Craig Roberts

Article original en anglais : [The "Obama Regime" and America's Unipolar World](#)

Traduction par Richard Le Hir, Vigile.net

Paul Craig Roberts a été Secrétaire-adjoint au Trésor chargé des politiques économiques sous l'administration Reagan et rédacteur en chef adjoint du Wall Street Journal. Il a également été chroniqueur au magazine Business Week, au Scripps Howard News Service, et au Creators Syndicate, en plus d'avoir enseigné dans plusieurs universités. Ses chroniques sur l'Internet attirent des lecteurs du monde entier.

Copyright © 2013 Global Research